



Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

REFORME FERROVIAIRE

Tous à Paris le 22 mai !

Le projet de loi de réforme ferroviaire de M. PEPY voudrait faire exploser l'entreprise historique et basculer les cheminots de l'Infra avec RFF dans un nouvel EPIC dont la fin est pourtant annoncée avant même sa création. En effet, la cour européenne de justice vient de juger que le statut d'Établissement Public Industriel et Commercial est une entrave à la concurrence !!! **Cela va être encore plus compliqué pour la direction de faire croire aux cheminots que leur statut ne sera pas touché !**

De toute façon le montage à 3 EPIC de la Loi Ferroviaire (avec l'EPIC de tête, SNCF Mobilité, SNCF Réseau) dont on voudrait nous faire croire qu'il va « simplifier » le système ferroviaire (!?) n'a pour objectif que de faire avaler cette réforme aux cheminots pour mieux désintégrer ensuite la SNCF en deux entreprises strictement séparées comme cela s'est terminé en Belgique en 2013 avec la disparition de la holding qui « chapeautait » la SNCB et Infrabel.

Après avoir subi de plein fouet les conséquences de la création de RFF voulue par Pépy et bien d'autres en 1997, les cheminots ne laisseront pas 77 ans d'histoire de la SNCF et leur statut partir en fumée...

Dans le même temps, la direction et le gouvernement veulent en profiter pour casser le RH0077 et la réglementation du travail des cheminots avec le projet de Convention Collective Ferroviaire Nationale. Pas question pour les cheminots d'accepter de se voir voler des repos, imposer des modifications des taquets horaires de leur temps de travail, généraliser la mobilité, le travail de nuit et de week-end. Au contraire, **le RH0077 doit être largement amélioré et vous pouvez compter sur la détermination de SUD-Rail et des cheminots pour le défendre et qu'il soit appliqué à tous les travailleurs du Rail.**

Nous n'accompagnerons pas docilement, comme certains, les orientations néfastes de l'Entreprise, nous les contesterons et les combattons, les cheminots peuvent compter sur nous.

SUD-Rail appelle les cheminots de la région à monter à Paris le 22 mai pour participer à la manifestation nationale contre la réforme du ferroviaire.



Sud-Rail LYON : 2, rue Claudius Collonge 69002 LYON

Tél SNCF : 542 028 / Tél PTT : 04 78 38 15 08

Fax SNCF : 543 917 / Fax PTT : 04 72 40 39 17

Mail : sudraillyon@gmail.com / Site Internet : www.sudraillyon.org

LE FER SOLIDAIRE

Réorganisons continues à l'Équipement !

A l'Équipement, après la création du Territoire de Production, la fusion des EVEN, des UO, les SPRC, PSA, le nouveau S9, et après des années de suppression des effectifs, de disparitions de brigades et d'allongement des parcours, la Région de Lyon est aussi directement menacée par de nouvelles poussées de fièvres réorganisatrices de nos décideurs technocrates de l'Infra : les annonces de réorganisations se multiplient et fragilisent l'outil de production en mettant en péril la sécurité des cheminots et des circulations. L'annonce de la suspension de la fusion des Infralogs du Sud-Est avec en ligne de mire la création de l'ESTI Sud-Est ne nous fera pas baisser la garde et nous réitérons notre opposition à la fusion des Infrapoles LGV PSE et Lyon Med qui dans la période actuelle ne fera qu'accroître une situation déjà tendue sur ces établissements.

Face à cette multiplication des mauvais coups, les cheminot-e-s de l'Équipement pourront compter sur SUD-Rail pour les défendre et leur donner les moyens de lutter collectivement pour leur avenir et celui du service public ferroviaire.

Les agents de l'EAR et à la DTISE

(2 entités de la Direction Régionale)

subissent des situations très compliquées.

Les beaux discours de la Direction sur les Risques Psycho-Sociaux sont vite rattrapés par la réalité des faits et l'absence de prise en compte réelle des situations à risque vécues par les agents.

- **A l'EAR**, malgré la multiplication des alertes, malgré les enquêtes « Facteurs Humains » et de la Commission d'éthique, les agents sont menacés par une réorganisation d'équipe menée tambour battant, sans consultation des instances et sous des prétextes fallacieux. Le but recherché est de toute évidence de faire payer les agents qui ont osé dénoncer les agissements douteux d'une Direction locale despotique faisant de l'EAR un état dans l'état et un laboratoire de la polyvalence.

- **A la Délégation Territoriale de l'Immobilier**, après plusieurs interpellations dans cette instance sur les situations individuelles très préoccupantes dues à l'organisation du travail, assiste-t-on à un nouveau ravalement de façade ?

Depuis 2007, les DTI gèrent le patrimoine de la SNCF mais les textes de référence parlent encore de l'organisation d'avant : l'AIR, Agence Immobilière Régionale. A Lyon, les agents assument leurs tâches du mieux qu'ils peuvent ou qu'on leur permet de le faire. Les « anciens » partent avec les connaissances et comme il n'y a pas de recouvrement de postes, le savoir se perd et le turn-over n'aidant pas les agents doivent se débrouiller, bidouiller, réinventer sans cesse ce qui a déjà été réinventé ! Auto-formation, tenue de postes flottants, agents embauchés sur une mission et assurant d'autres fonctions, mi-temps thérapeutiques, agents non remplacés, cadrages budgétaires qui varient, directives nationales peu claires,...

Les difficultés s'accumulent mais pour la direction, le seul problème semble être la communication. Mais qu'en est-il de la communication sur les réorganisations qui anticipent le GIU et le «rattachement» de RFF ?

Qu'en est-il de la communication sur la scission du pôle DEI en 2 pôles alors que toujours repris comme DEI dans le tout nouvel l'espace collaboratif de la DTISE ? Qu'en est-il de la fiche de poste des Gestionnaires émergences (deux personnes embauchées à ce titre à la DTI-SE...). Qu'en est-il du gestionnaire technique devenu COP entretien ?

A la DTI-SE, les agents tiennent des postes fantômes ou changeants... selon l'humeur ou la saison ? A la DTI, les agents ne savent pas vraiment par quel bout prendre le travail et qui fait quoi même si on leur offre des belles plaquettes pour présenter le service et qu'on flèche le parcours jusqu'à leur bureau... En réalité les agents sont livrés à eux-mêmes, sans veille réglementaire, sans visiteur de gestion, sans référentiel à jour... **En 2013, Il y a eu un « diagnostic stress » réalisé par un cabinet externe avec entretiens individuels et collectifs, enquête au niveau national. Il en ressort une forte situation de stress et une nécessité de poser l'organisation du travail.**

Alors que fait la Direction face à ces conclusions... Elle propose aux agents de participer à des groupes de travail, pour réfléchir à comment, quoi, où, avec qui... ? C'est tout ce qu'elle a à proposer ?

Non, bien au contraire, non contente de ne pas régler les questions concrètes posées par l'organisation du travail, **la direction de la DTI-SE met la pression individuellement aux agents et génère des situations de stress et conflictuelles qui ne font que s'ajouter aux difficultés déjà rencontrées par les agents dans la réalisation de leurs missions.**



SUD-Rail exige l'intervention de la direction régionale dans ces services pour faire cesser les agissements discriminatoires et le harcèlement dont sont victimes les agents !

LA SITUATION DE LA SURETE DANS NOS GARES ET TRAINS CONTINUE D'ETRE PREOCCUPANTE...

Evidemment la direction dénonce publiquement chaque agression envers les cheminots mais c'est un peu facile quand dans le même temps la direction crée les conditions d'une dégradation de la sureté en vidant les enceintes ferroviaires de toute présence cheminote.

En effet, **la politique de l'entreprise n'est pas sans lien avec l'explosion du nombre d'agressions enregistrées ces dernières années.**

- Quand la direction supprime du personnel en gare et transforme les petites gares de la région en zone désertifiées, elle participe à la dégradation de la sureté.
- Quand la direction décide d'aller vers le modèle EAS en supprimant le contrôleur systématique à bord des TER, elle participe à la dégradation de la sureté.
- Quand la direction lance des accueils-embarquements ou débarquements sans présence de la SUGE, elle participe à la dégradation de la sureté.
- Quand la direction pousse les ASCT à réaliser un certain nombre de perceptions pour être noté, la direction participe à la dégradation de la sureté.

Le 17 avril, les ASCT de la région ont fait usage de leur droit de retrait suite à une énième agression envers l'un d'entre eux (*plus de 200 agressions ont eu lieu en 2013 contre les ASCT de la région*).

Cette mobilisation massive correspond évidemment à un acte de solidarité envers le collègue agressé mais aussi à la manifestation d'un ras le bol face aux actes d'incivilité et aux agressions dont ce personnel est victime au quotidien.

SUD-Rail continuera à exiger de réelles mesures pour améliorer la sureté des ASCT, des agents d'escale ou des guichets, des Agents De Conduite, des agents de la SUGE,...

Les Conducteurs de Tram-Trains et agents COM de l'Ouest Lyonnais toujours en lutte !

Sur l'Ouest Lyonnais alors que les Conducteurs de Tram-Trains sont en conflit pour leur salaire et leurs conditions de travail depuis le 7 avril, plutôt que de leur faire de nouvelles propositions pour sortir de ce conflit et pour que leur travail soit rémunéré à sa juste valeur, la direction prouve une nouvelle fois qu'elle n'en a rien à faire de leurs bas salaires...

Pourtant de l'argent, la direction a prouvé qu'elle en a mais, dogmatiquement, elle reste bloquée sur des critères d'attribution qui n'ont aucun sens pour des tractionnaires... Après avoir fait de l'Ouest-Lyonnais un véritable laboratoire, la direction en fait maintenant un échec social insupportable.

SUD-Rail appelle la direction à revenir à la raison et à faire aux Conducteurs de l'ouest lyonnais des annonces qui seraient de nature à normaliser la situation.

Sur le Technicentre de l'Arbresle, les agents COM sont eux en conflit, depuis le 13 avril afin que vous reconnaissiez leur métier à sa juste valeur. Les multiples taches, la gestion des tram/trains, leur responsabilité doit être payée à sa juste valeur !

SUD-Rail soutient évidemment ces cheminots en lutte et continuera de porter leurs légitimes revendications face à la direction !

Une prime OUIGO sous forme de discrimination !

Que penser de la gratification exceptionnelle de 150 €, suite à des résultats jugés bons, attribuée aux seuls ADC et ASCT travaillant pour cette entité. La direction laisse de côté tous les autres corps de métiers qui contribuent à ce que les trains OUIGO roulent. Quelle violence vis-à-vis des exclus de la méritocratie et notamment les bas salaires. Pourtant 6 mois après le lancement de OUIGO, lors d'un REX, la direction ne manquait pas d'éloge sur l'ensemble des travailleurs du rail ; aujourd'hui le directeur de OUIGO écrit : « *ce succès s'explique en grande partie par l'engagement de tous les cheminots contribuant à OUIGO* ».

SUD-Rail demande donc que cette prime soit versée à l'ensemble des salariés, tous les salariés.

Plus que jamais, pour avoir un maximum d'infos en temps réel, un réflexe :

www.sudraillyon.org



Suppression du contrôleur systématique à bord des trains :

SUD-RAIL PROPOSE AUX CHEMINOTS D'AGIR !

La direction de la SNCF poursuit sa politique d'austérité en pressant un peu plus ses salariés et en fragilisant la sécurité dans les trains.

La mise en application de l'EAS (Equipement Agent Seul) va entraîner la suppression massive des contrôleurs à bord des trains. Cette mesure, dont le seul objectif est de faire des gains de productivité au détriment de l'emploi et de la sécurité à bord des trains, est proposée par la direction SNCF à tous les Conseils Régionaux. Elle est d'ores et déjà validée par certains et la région Rhône Alpes n'y échappe pas.

La première étape dite « Accompagnement Non Systématique par un contrôleur » ne fait que confirmer ce choix. Mais en reportant ses missions sur le seul conducteur à bord du train, qui devra assurer la conduite, la sécurité de la circulation, la fermeture des portes, l'information et la prise en charge des usagers en situation normale et en cas d'incident, vous en faites le seul responsable pénalement à bord du train.

Ce choix irresponsable se fait au moment où la direction amplifie les fermetures de guichets et les suppressions de cheminots dans les gares et toutes les régions sont maintenant concernées par ce modèle qui crée de l'insécurité ; Midi-Pyrénées, Alsace, Aquitaine, Picardie, Pays de Loire, etc ...

Sur la région Auvergne, un conflit est en cours, alors que le tout nouveau directeur de région annonce déjà la généralisation de l'EAS ; en Rhône-Alpes la pression monte et si la direction ne recule pas, les cheminots se mobiliseront également !

D'ailleurs une DCI régionale SUD-CGT a été déposée et SUD-Rail propose maintenant à la CGT de passer à l'action !

En s'opposant à la suppression des contrôleurs dans les trains, les cheminots luttent pour la conservation d'un service public capable de répondre aux exigences de sécurité et de sûreté dues aux usagers... et ce n'est pas une formation d'une journée bouclée à la va-vite, faite et évaluée par des formateurs n'ayant aucune expérience de l'EAS qui vous dédouanera de la situation de danger dans laquelle vous mettez usagers et cheminots.



Pour rappel :

- ⇒ **les associations d'usagers s'étaient déjà largement positionnées contre un déploiement de l'EAS.**
- ⇒ **17000 usagers de Rhône-Alpes avaient signé une pétition contre l'EAS !**
- ⇒ **un sondage qui vient d'être réalisé par M6 avec plus de 71 000 votants vient de démontrer que 65 % des gens qui se sont exprimés sont contre la suppression du contrôleur systématique (27 % pour sa suppression et 8 % sans opinion).**

Malgré cela, la direction s'entête !

Il va donc falloir passer à action...

**C'est l'emploi, le service public,
la sûreté dans les trains,
et la sécurité ferroviaire qui se jouent !**

Cheminots... préparez-vous à la mobilisation !